

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° 007/AM/MINHDU/2020 DU 13 JAN 2020

EN VUE DE LA FORMATION DE 200 JEUNES EN DIFFICULTE AUX PETITS
METIERS DU SECTEUR URBAIN DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3^{ème} ET
YABASSI (FABRICATION ET POSE DES PAVES ET DES BRIQUES DE TERRE
COMPRIMEES) EN VUE DE LEUR INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE
(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BF MINH DU/EXERCICE 2020

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt pour la réalisation de l'opération sus-indiquée.

1. Contexte

La lutte contre le chômage des jeunes est une préoccupation majeure du Chef de l'Etat dans le cadre de la politique dite des « Grandes Ambitions », qui place l'amélioration des conditions de vie des camerounais au centre de toutes les préoccupations de développement économique et social. Cette volonté politique est réaffirmée par l'adoption par le Gouvernement du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) d'une part, et d'autre part de la Stratégie de Promotion des activités recourant à l'approche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) au cours de l'exercice budgétaire 2019, qui font de la promotion de l'emploi et de l'insertion sociale des jeunes en difficulté l'une des priorités essentielles des pouvoirs publics.

Selon l'Enquête sur l'Emploi et le secteur Informel (EESI) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS), le chômage des jeunes est de l'ordre de 17% au plan national dont respectivement 22% à Douala et 30% à Yaoundé. Cette situation entraîne dans les villes l'aggravation d'un certain nombre de fléaux sociaux qui sont préjudiciables à la stabilité sociale. Il s'agit de l'alcoolisme, la toxicomanie, la délinquance juvénile, la prostitution et d'autres incivilités urbaines.

Dans le cadre des missions sociales et d'encadrement des jeunes urbains qui sont assignées au MINH DU, figure la création des emplois décents en faveur des jeunes, à travers la promotion des activités recourant à l'approche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). En effet, le milieu urbain constitue un important gisement d'emplois qu'il importe de capitaliser dans les domaines de : l'infrastructure, l'habitat social, les microprojets d'intérêt communautaire, l'assainissement, l'embellissement etc. Or la plupart des jeunes en quête d'emplois sont souvent déscolarisés, sans qualifications ni expériences professionnelles, ce qui rend difficile leur insertion dans l'exécution des projets urbains.

the 1990s, the number of people in the world who are under 15 years of age is expected to increase from 1.1 billion to 1.5 billion.

As a result of the demographic changes, the number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

The number of people in the world who are 65 years of age and older is expected to increase from 250 million in 1990 to 500 million in 2025.

C'est dans ce contexte que le MINHDU a entrepris depuis l'exercice budgétaire 2007 la mise en œuvre d'un important programme de formation des jeunes en difficulté à certains métiers productifs du secteur urbain. En l'occurrence, la fabrication et la pose des pavés ; la fabrication et l'utilisation des matériaux locaux de construction ; l'horticulture urbaine ; la câblodistribution d'images par câbles ; la gestion des unités de production des pavés etc.

La particularité de la session de formation de l'année 2020 est qu'elle sera davantage axée sur la théorie et la phase des cas pratiques afin que les jeunes soient directement opérationnels sur le terrain.

2. Objet de l'avis

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet, la pré - qualification des Bureaux d'Etude nationaux jouissant d'une expertise avérée dans le domaine de la formation des jeunes aux métiers du secteur urbain.

3. Objectif global du projet

L'objectif global est de renforcer les capacités socioprofessionnelles des jeunes en difficulté aux fins de leur insertion dans l'exécution des projets urbains, à travers l'organisation des sessions de formation de courte durée aux plans théorique et surtout pratique des jeunes en difficulté sélectionnés à la fabrication et pose des pavés.

4. Les missions et prestations attendues du BET

Les missions et prestations attendues des BET dans le cadre de la réalisation de ce projet sont les suivantes :

- Produire les supports de formation pour chaque module ;
- assurer la formation théorique et pratique des jeunes à la technique de fabrication et pose des pavés et des briques de terre comprimé ;
- expérimenter les enseignements dispensés à travers des cas pratiques dans les domaines retenues pour cette session de formation ;
- initier les apprenants à la gestion des petits projets d'unité HIMO ;
- mettre à disposition les kits des participants (sacoques, carnets, stylos, crayons etc.) ;
- prendre en charge les émoluments des experts chargés d'assurer la formation et les frais relatifs à la réunion de validation des supports de formation ;
- prendre en charge la restauration des jeunes pendant toute la session de formation ;
- payer les frais de transport hebdomadaires des jeunes à former ;
- rédiger et produire des rapports d'activités hebdomadaires ;
- rédiger et produire en quatre (04) exemplaires et en version papier et électronique modifiable, le rapport général final ressortant les recommandations pertinentes sur les modalités de pérennisation et de réplique de ce type de projet, assorti des supports de communication (CD audio vidéo) ;
- confectionner des banderoles publicitaires ;
- produire les attestations de fin de formation préalablement validées par le Maître d'Ouvrage ;



- produire au moins trente photos dans deux (02) supports distincts (clé USB et CD) retraçant le déroulement de la cérémonie d'ouverture de la session de formation, de des différentes phases de la formation théorique et pratique des jeunes ;
- assurer la couverture médiatique lors des cérémonies de lancement et de clôture des sessions de formation par les médias publics et privés (radio et télévision) et le journal le citoyen du MINH DU en collaboration avec la Division du Développement Social Urbain.

La prestation est composée d'un lot unique :

N° LOT	COMMUNES	EFFECTIFS
UNIQUE	YABASSI (BRIQUES DE TERRE COMPRIMEES)	100
	DOUALA 3 ^{ème} (PAVES)	100

5. Critères de qualification

- Etre un BE installé au Cameroun ;
- Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du présent avis ;
 - Disposer du matériel et du personnel nécessaire ou s'engager à en recruter pour la réalisation des prestations demandées ;
 - Présenter une capacité financière compatible avec les prestations à réaliser ;
- Jouir d'une expertise avérée dans les prestations requises (documentation, références dans des prestations similaires, références dans la mise en œuvre des activités recourant à l'approche HIMO, disponibilité du personnel qualifié, disponibilité du matériel technique requis etc.).

6. Dossier de candidature

Les candidats qui souhaiteraient manifester leur intérêt à réaliser les prestations décrites ci-dessus doivent fournir les pièces administratives et autres informations techniques et opérationnelles ci-après, présentées en deux volumes :

6.1 Volume 1 (Pièces Administratives)

Le « Volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, selon les cas), datées d'au plus trois (03) mois :

- Une lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- Une attestation de non-redevance de l'exercice en cours délivrée par les services des impôts ;
- Une attestation de non - faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du soumissionnaire ;
- Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

En cas de groupement de BET, les trois dernières pièces ci-dessus mentionnées doivent être fournies par chaque membre constitutif. Dans ce cas, le mandataire du groupement doit être formellement désigné par un acte joint au présent dossier.



Il est précisé que l'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

6.2 Volume 2 (Dossier Technique)

6.2.1 La liste du personnel d'encadrement

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation des prestations est le suivant :

- Un Chef de Mission (Ingénieur de Génie Civil) ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation.
- Deux Technicien Supérieur de Génie Civil (TSGC) ayant une expérience supérieure ou égale à 3 ans dans le domaine de la formation.

Le Candidat fournira la liste du personnel de maîtrise, accompagnée des pièces suivantes, pour chaque expert, datées d'au plus trois mois :

- CV daté et signé par le concerné ;
- Les copies certifiées d'au moins deux contrats signés au cours de l'exercice des projets de formation similaires pour l'ensemble du personnel clé.
- La copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- La définition des affectations proposées pour chaque personnel.

N.B. : - La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'Expert en question, la note zéro (0) ;

- Tout dossier comprenant un personnel fonctionnaire sera purement et simplement rejeté.

6.2.2. Les références du BET et sa compréhension du travail demandé

- Le BET produira la liste de ses références dans les prestations requises. Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par les éléments suivants :
 - La copie de l'extrait du contrat comportant les premières et dernières pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles ;
 - Le nom du Maître d'ouvrage ;
 - Le lieu d'exécution du projet ;
 - Une autorisation permettant de saisir le Maître d'ouvrage indiqué pour la vérification des informations relatives à la référence concernée.
- Le BET produira également un petit exposé relatif à sa compréhension des prestations au double plan théorique et pratique (contexte, objectifs, méthodologie, planning d'exécution, résultats attendus).
- Les BET intéressés remplissant les conditions requises, peuvent obtenir des informations complémentaires sur les prestations attendues auprès de la **Division du Développement Social Urbain (DDSU)** du MINH DU aux heures ouvrables, à l'immeuble ministériel n°2, 4^{ème} étage, porte 406, téléphone 222 22 35 87.

NB : les références du mandataire devront représenter au moins les trois quart (3/4) des références totales.



6.2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

1. Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;
2. Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
 - La liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, projecteur, scanner, logiciel, photocopieuses, etc.) présents au siège du BET ;
 - La liste de tout autre matériel technique etc..., propre au candidat et susceptible d'être utilisé au cours du projet (fournir les factures des fournisseurs et tout autre document attestant la propriété de ce matériel) susceptible d'être utilisé au cours de l'opération.

Pour le matériel à acquérir, la vérification se fera après l'attribution du marché auprès de la firme concernée.

N.B : La location desdits matériels doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

6.2.4 Une attestation de capacité financière

Cette attestation devra être délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances selon les conditions de la COBAC, et précisant que le soumissionnaire peut pré-financer les prestations à hauteur d'au moins 15 millions de F CFA.

6.2.5 L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général du BET, devra permettre au Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence du matériel annoncé dans le dossier de candidature, et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

7. Critères d'évaluation du Dossier Technique

- **Critères éliminatoires :**
 - Dossiers administratif ou technique non - conformes aux prescriptions du présent avis ;
 - Fausses déclarations ou pièces falsifiées ;
 - Non justification de la réalisation d'une prestation similaire au cours des cinq dernières années ;
 - Présentation d'un dossier de fonctionnaire en service ;
 - Note technique inférieure à 70 points sur 100.
- **Critères essentiels**

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

A - Références	20 points
B - Personnel d'encadrement	40 points
C - Matériels	10 points
D - Organisation - Méthodologie et Planning	30 points

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus pour la suite de la procédure.

8. Dépôt des Dossiers

Les dossiers de candidature comportant les volumes 1 et 2, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (04) exemplaires, dont un (01) original et trois (03) copies, marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la **Direction des Affaires Générales/Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain** à l'immeuble ministériel n°1 (face Poste centrale) au 9^è étage-porte 09T02 le 12 3 JAN 2020, à 10... heures, heure locale au plus tard avec la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N° 003/AMH/MINH DU/2020 DU 13 JAN 2020

EN VUE DE LA FORMATION DE 200 JEUNES EN DIFFICULTE AUX PETITS METIERS DU SECTEUR URBAIN DANS LES COMMUNES DE DOUALA 3^{ème} ET YABASSI (FABRICATION ET POSE DES PAVES ET DES BRIQUES DE TERRE COMPRIMEES) EN VUE DE LEUR INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE
(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BF MINH DU/EXERCICE 2020

9. Renseignements

Les renseignements complémentaires au présent avis peuvent être obtenus auprès de la **Division du Développement Social Urbain (DDSU)** du MINH DU aux heures ouvrables, à l'immeuble ministériel n°2, porte 406, téléphone 222 22 35 87.

10. Publication des résultats

L'Avis d'Appel d'Offres National Restreint tient lieu de publication du résultat de la pré-qualification.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 76 (6) du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics au Cameroun, le nombre de Marchés dont un candidat pourrait être attributaire est limité à un (01) contrat.

Ampliations :

- DG/ARMP
- ARCHIVES
- AFFICHAGE
- DDSU



Yaoundé, le 13 JAN 2020

LE MINISTRE

Countess née Ketcha Célestine

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry, no matter how small, should be recorded to ensure the integrity of the financial statements. This includes not only sales and purchases but also expenses, income, and transfers between accounts.

The second part of the document provides a detailed explanation of the accounting cycle. It outlines the ten steps involved in the process, from identifying the accounting entity to preparing financial statements. Each step is described in detail, including the necessary documents and procedures to follow.

The third part of the document discusses the various methods used to record transactions. It compares the double-entry system with the single-entry system, highlighting the advantages and disadvantages of each. It also explains how to use T-accounts to organize and summarize the data.

The fourth part of the document covers the process of adjusting the accounts. It explains why adjustments are necessary and how they are made. It discusses the different types of adjustments, such as accruals, deferrals, and depreciation, and provides examples of how to record them.

The fifth part of the document discusses the preparation of financial statements. It explains how to use the adjusted trial balance to prepare the income statement, balance sheet, and statement of owner's equity. It also discusses the importance of comparing the results of the current period with those of the previous period.

The sixth part of the document discusses the closing process. It explains how to close the temporary accounts (revenues, expenses, and owner's drawings) to the permanent accounts (retained earnings and owner's capital). It also discusses the importance of reversing entries and how they are used to correct errors.

The seventh part of the document discusses the use of accounting software. It explains how to set up a new company in the software and how to enter transactions. It also discusses the various features and functions of the software, such as generating financial statements and performing audits.

The eighth part of the document discusses the importance of internal controls. It explains how to design and implement controls to prevent errors and fraud. It discusses the different types of controls, such as segregation of duties, authorization, and documentation, and provides examples of how to use them.

The ninth part of the document discusses the importance of ethics in accounting. It explains how to identify and avoid conflicts of interest and how to report any unethical behavior. It also discusses the importance of maintaining confidentiality and the integrity of the profession.

The tenth part of the document discusses the future of accounting. It explains how technology is changing the way accounting is done and how accountants are adapting to these changes. It also discusses the importance of continuing education and staying up-to-date on the latest developments in the field.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

EXPRESSION OF INTEREST

N° 002/ASM/MINHDU/2020 OF 13 JAN 2020

FOR THE TRAINING OF TWO HUNDRED YOUTHS IN DIFFICULTY IN SMALL URBAN TRADES IN THE COUNCILS OF DOUALA III ET YABASSI (FABRICATION AND LAYING OF PAVEMENT BLOCKS AND FABRICATION OF PRESSED EARTH BRICKS) TO PERMIT THEIR SOCIO-ECONOMIC INTEGRATION (IN EMERGENCY PROCUREMENT).

FUNDING: FB MINH DU 2020 FINANCIAL YEAR

On behalf of the Government of the Republic of Cameroon, the Minister of Urban Development and Housing, Project Owner, hereby issues an Expression of Interest (EOI) invitation for the abovementioned operation.

1. Context

Combating youth unemployment is a major priority of the Head of state within the framework of his "greater accomplishments" policy, which places improvement of the living conditions of Cameroonians at the centre-stage of social and economic development concerns. This political will has been reaffirmed through adoption by the government of the Growth and Employment Strategy Paper (GESP) on the one hand and, on the other hand the strategy to promote Labour – Based activities which make the furtherance of employment and social integration of youths in difficulty one of the top priorities of public authorities.

According to the Employment and Informal Sector Survey (EESI) conducted by the National Statistics Institute (NSI), youth unemployment stands at 13% at national level, including 22% in Douala and 30% in Yaoundé. This situation exacerbates a number of social ills that are detrimental to social stability. Such ills include alcoholism, drug addiction, juvenile delinquency, prostitution and other urban incivilities.

Part of the social and urban youth guidance missions assigned to MINH DU includes the creation of decent jobs for youths through promoting Labour-Based activities. Indeed, urban centres constitute an important employment pool worth capitalizing, especially in the following areas: infrastructure, low-cost housing, community-based micro-projects, sanitation, beautification, etc. Now, most young job seekers are often uneducated, without any qualification or professional experience, thus making it difficult to involve them in the implementation of urban projects.

It is against this backdrop that MINH DU has, since fiscal 2007, undertaken implementation of an important program to train youths in difficulty in some productive urban trades. Some of these trades include the production and laying of cobblestones,



production and use of local building materials, urban horticulture, cable distribution of images, management of cobblestone production plants etc.

The particularity of the fiscal 2020 training session is that it will focus at once on theory and practice.

2. Subject

The subject of this expression of interest invitation is to shortlist national consultancies with proven experience in urban trades training for youths.

3. General objective of project

The general objective of the project is to enhance the socio-professional capacities of youths in difficulty to permit their participation in the implementation of urban projects, through the organization of short theoretical and practical training sessions pursuant to the modules cited above.

4. Services to be accomplished by the consultant

The services that the consultant is expected to provide under this project shall be as follows:

- Produce training manuals/handouts for each module;
- to ensure the theoretical and practical training of youths in the techniques of fabricating and laying of paving blocks and the stabilized pressed bricks;
- experiment the lessons taught through practical cases in the various domains retained for this training session;
- initiate the selected youths undergoing the training in the management of micro HIMO project units;
- provide participation kits/learning materials to all trainees (bags, notebooks, pens, pencils, etc.) ;
- incur the emoluments of experts/trainers as concerning their services rendered pertaining to the training session and the expenses relating to the organization of validation meetings for the training manuals/handouts;
- incur the feeding expenses of the youths/trainees throughout the duration of the training session;
- pay the weekly transport of the 200 youths to be trained;
- production of weekly report of activities;
- production in ten (10) copies the final report of the training session as well as in soft copy (modifiable versions) bringing out pertinent recommendations on the modalities to ensure the continued existence and replication of this type of project, communication supports (clef USB, audio – video CD) to accompany with;
- Production of publicity bands ;
- produce attestations of completion of training validated beforehand by the Project Owner ;
- ensure the coverage by media during the launching and closing ceremonies of the training session by the following the public and private media (radio/ television) in collaboration with the Department for Social Urban Development;
- Organize the launching and closing ceremony of the training session;
- Restoration.



The services are composed into a single lot as follows:

N° LOT	SMALL URBAN TRADES	YOUTHS NUMBER
SINGLE	YABASSI (FABRICATION AND STABILIZED PRESSED EARTH BRICKS)	100
	DOUALAA III (FABRICATION AND LAYING OF PAVING BLOCKS)	100

5. Qualification criteria

- Be a consultancy based in Cameroon;
- Possess the requisite administrative, technical and financial capacities, especially:
 - Submit an administrative bid consistent with the specifications of this expression of interest invitation;
 - Have the required personnel and equipment necessary or undertake to recruit personnel to deliver the services requested;
 - Have a financial capacity compatible with the tasks to be accomplished.
- Have proven experience in providing the services requested (documentation, references of similar projects executed and references in the implementation of labour-based projects.

6. Bidding documents

Bidders wishing to express their interest to perform the tasks described above shall furnish administrative documents and other technical and operational information in two volumes as follows:

6.1 Volume 1 (ADMINISTRATIVE DOCUMENTS)

"Volume 1" shall comprise the following administrative documents (originals or certified true copies, as the case may be) dated no more than 3 (three) months:

- A letter of interest duly signed by the bidder;
- The original attestation of non-bankruptcy issued by the competent authority of residence of bidder;
- The original of credit worthiness attestation issued by the competent authority of the bidder's domicile;
- The original of the attestation of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP).

In case of Consortium, each member shall provide the last three documents above. In this case, the representative of the consortium shall be officially appointed through an act attached to this document.

N/B: The absence or invalidity of any of the documents listed above shall lead to outright rejection of a candidate's bid.

6.2 – Volume 2 (TECHNICAL DOCUMENTS)

6.2.1 List of managerial personnel

The minimum technical personnel necessary for the implementation of the project shall be the following:

- A Chief of mission (Civil Engineer) with at least five years of experience in the domain;
- A senior civil engineering technician with professional experience of 3 or more years in the domain;

The candidate shall furnish a list of managerial personnel alongside the following documents for each of them dated no more than 3 months:

- A C.V dated and signed by the staff member concerned;
- Les copies certifiées d'au moins deux contrats signés au cours de l'exercice des projets de formation similaires pour l'ensemble du personnel clé.
- A certified true copy of each expert's certificate;
- Definition of tasks for each staff member;

N/B: - The non-provision of any one of these documents shall earn the expert concerned a zero score;

- Any file comprising the CV of a civil servant shall be rejected outright.

6.2.2 Consultancy's references and their understanding of the task to be accomplished

The consultant shall present a list of their references of similar contracts performed. To be taken into account in the assessment.

To be taken into account in the assessment, each reference for similar project shall be justified with the extract of the contract showing the first, last and signatures pages, alongside an attestation of proper execution or acceptance report of the cited project, issued by the project owner. Such documents shall be clear and legible. Only references from state structures (ministries, councils, development corporations, etc.) shall be accepted.

- An authorization that makes it possible to contact the project owner to verify information in the references furnished.

The consultant shall also provide a short write up of their understanding of the theoretical and practical tasks to be accomplished (context, objectives, methodology, implementation schedule, results expected).

Interested consultancies that meet conditions of eligibility may obtain additional information from the Urban Social Development Division of MINH DU during working hours at Ministerial Building No. 2, 4th floor, Tel.: 222 22 35 87.

6.2.3 - Logistical, technical and material resources

The bidder shall furnish a list and justify ownership of the logistical, material and technical resources necessary for performing the tasks under consideration or indicate the equipment to be hired alongside an attestation of supply of such equipment. Accordingly, they shall produce a list comprising:

1. Logistical resources (vehicles, communication means, etc.);
2. Technical and material resources;
 - List of computer and office equipment (micro-computer, printer, projector, scanner, software, photocopying machine, etc.);



- List of any other technical equipment likely to be used in the implementation of the project.

N/B: Justification of ownership or rental shall be with certified copies of registration certificates issued by the competent services of the Ministry in charge of transport for rolling stock, and certified receipts for the rest of the equipment.

6.2.4 Financial capacity Attestation

This attestation shall be issued by a bank approved by the Ministry in charge of Finance and shall state that the bidder is capable of pre-financing the operations to the tune of XAF 15 million.

6.2.5 – Authorization to cross-check declarations

This authorization duly signed by the General Manager of the consultancy, shall permit the Minister of Housing and Urban Development to carry out any necessary verification of the correctness of references or equipment declared by the bidder.

7. Technical Evaluation Criteria

- **Eliminatory criteria:**

- Administrative or technical file not consistent with the prescriptions of this invitation;
- False declaration or forged documents;
- No justification for performing a similar service in the last five years;
- Presentation of the CV of a civil servant in active service;
- Technical score less than 70 points out of a 100.

- **Essential criteria**

Evaluation of the quality of technical bids shall be on 100 points and shall be based on the following criteria:

A. References	20 points
B. Managerial personnel	40 points
C. Equipment	10 points
D. Organization, methodology and Planning	30 points

Only bidders scoring a technical mark equal to 70 out of a 100 shall be retained.

8. Submission of Bids

Bids comprising volumes 1 and 2, drafted in English or French and submitted in 4 (four) sealed copies, including 1 original and 3 copies labeled as such, shall be submitted to the Department of General Administration (Contracts Service) of the Ministry of Housing and Urban Development, located at the 9th floor-door 02 of the Ministerial Building N° 1 (in front of the Central Post Office), on 12 9 JAN 2020 at 10.00 am, local time. They shall be labeled as follows:

